

1970

Francine Lalonde (née en 1940)

Première femme présidente de la FNEQ

Par Shirley Roy

In Ces femmes qui ont bâti Montréal, Éditions du Remue-ménage, 1992 :386-387.

Francine Lalonde, femme de tête, militante active, indépendantiste convaincue, a ponctué la vie politique québécoise au cours des 30 dernières années.

Historienne de formation, elle enseigne pendant de nombreuses années au collège Basile-Moreau, ancêtre du cégep Saint-Laurent. C'est le militantisme enseignant et la syndicalisation des professeurs-es de cégep, au cours des années 1960 qui mettra Francine Lalonde sur le devant de la scène. Membre du comité fondateur de ce qui allait devenir la Fédération nationale des enseignants de Québec (FNEQ) affiliée à la Confédération des syndicats nationaux (CSN), puis première femme à occuper le poste de présidente, elle préside aux destinées de cette fédération pendant plus de huit ans (de 1970 à 1976 et de 1979 à 1981).

En juillet 1976, au moment de la naissance de son troisième enfant, Francine Lalonde est élue première vice-présidente de la CSN; elle devient ainsi la première femme à accéder au bureau exécutif de la centrale. Défaite au congrès de 1978 (par une quinzaine de votes) comme porte-parole de positions controversées sur la question nationale, la participation aux comités paritaires sur la santé-sécurité au travail et sur le rôle de l'extrême-gauche dans une organisation ouvrière (refus de l'inféodation), elle retourne à l'enseignement et prend une expérience déterminante au moment de la mise sur pied d'une coopérative de production avec un groupe de travailleurs et de travailleuses. Elle reprend du service à la CSN, tout d'abord à la présidence de la FNEQ, puis comme première femme coordonnatrice des fédérations du secteur privé. C'est au moment où elle occupe ce poste que surviennent au sein des syndicats des divisions importantes quant au rôle des centrales ouvrières dans la survie et le sauvetage des entreprises, et des stratégies pour dénouer la crise. C'est, par ailleurs, dans la foulée d'une transformation des pouvoirs, qui donnent lieu au sein de la centrale, à d'inévitables conflits, que la CSN remercie M^{me} Lalonde. Cette affaire fait grand bruit dans les journaux : les uns parlent d'intolérance et d'hostilité de la direction à l'endroit des travailleurs et des travailleuses du secteur privé et de leur analyse économique de la situation (*Le Devoir*, 17 janvier 1984), les autres insistent sur la tendance à la bureaucratiation et au sectarisme de la CSN (*La Presse*, 19 janvier 1984).

En janvier 1985, Francine Lalonde accepte l'offre du premier ministre du Québec, René Lévesque, d'entrer au cabinet à titre de ministre déléguée à la Condition féminine. Peu connue des milieux féministes, sa nomination y est cependant bien accueillie (*La Presse*, 16 janvier 1985). Convaincue de la nécessité d'occuper un poste électif, elle risque, quelques mois plus tard, l'élection à titre de candidate du Parti québécois dans le comté de Bertrand. Elle perd

l'élection partielle qui l'oppose à l'ancien-futur premier ministre du Québec, Robert Bourassa. Elle subit le même sort dans le quartier de Saint-Henri aux élections provinciales de 1985 et de 1989. De 1990 à 1993, elle est membre de l'exécutif du Parti québécois à titre de conseillère au programme. Le 25 octobre 1993, elle est élue députée du Bloc québécois dans le comté de Mercier.

Francine Lalonde est avant tout une femme de débats et d'action. Ses prises de position, bien que souvent controversées, sont constamment motivées par le besoin fondamental de contribuer à transformer la société et la nécessité d'agir dans ce sens. Sa «carrière en dents de scie» est davantage guidée par ses convictions, ses options idéologiques que par le désir de se maintenir en poste.